

Mesdames et messieurs les député.e.s - Erwan Balanant, Pierre Cabaré, Sonia Krimi,

Mesdames les sénateur.rice.s - Françoise Laborde, Laurence Rossignol,

Madame la conseillère du Conseil supérieur de l'Audiovisuel –
Sylvie-Pierre Brossolette

Madame la Secrétaire générale du Défenseur des droits –
Constance Rivière,

Madame la Secrétaire générale du Conseil supérieur de l'Egalité professionnelle – Brigitte Grésy,

Mesdames et messieurs les membres du Haut Conseil à l'Egalité,

Mesdames et messieurs les responsables associatifs,

Mesdames et messieurs,

Merci d'être si nombreux, et merci aux membres du HCE qui ont tenu à être présent.

J'ai souhaité profiter de l'occasion des vœux pour vous inviter à partager un moment convivial, moment qui a une tonalité particulière à deux égards :

- d'abord parce qu'il se prête parfaitement à la célébration du cinquième anniversaire de notre Haut Conseil à l'Égalité – j'y reviendrai ;
- mais aussi parce que le contexte est inédit : nous observons depuis quelques mois un mouvement tout à fait nouveau de mise en lumière et de dénonciation de violences sexuelles contre des femmes, qui ont pris la parole et ont permis, par leur courage, et parce qu'elles étaient – et sont – si nombreuses, qu'elles ont permis qu'enfin, ce que nous savons depuis longtemps, parvienne aux oreilles du plus grand nombre. J'y reviendrai également.

- ***Le HCE et ses partenaires / nous sommes riches de vous***

Vous le voyez, notre Haut Conseil est riche de ses membres, de leur expertise, de leur diversité, et également de ses partenaires. C'est ce que reflète cette rencontre ce soir, une approche d'ouverture et d'échanges dans laquelle j'ai souhaité que le Haut Conseil s'inscrive depuis ses débuts.

Si vous êtes présentes et présents ce jour, c'est que votre route a croisé celle du Haut Conseil à l'Egalité ces dernières années :

- Soit parce que votre connaissance du terrain, des territoires, des situations des femmes que vous accueillez et soutenez sont uniques et doivent être le point de départ de toute réflexion de politiques publiques efficaces.
- Soit parce que vos analyses, vos savoirs, vos pratiques, vos travaux sont venu.e.s nourrir les nôtres.
- Ou encore parce que, nos travaux vous ont été utiles et ont constitué des points d'appui, là où chaque jour, vous cherchez à faire progresser l'égalité.

La promotion de l'égalité femmes hommes et des droits des femmes est une lutte collective, riche de l'apport et de l'expertise de chacun et chacune d'entre nous.

- ***Bilan HCE 2017 et ouverture sur le bilan des 5 ans***

A vous toutes et tous, je voudrais donc présenter le bilan de l'année écoulée, comme le veut la tradition des vœux.

2017 fut une année intense encore, qui s'est ouverte le 17 janvier avec la publication d'un rapport de bilan sur l'avortement et s'est terminée le 18 décembre, avec la remise à Jacqueline GOURAULT, Ministre auprès du ministre

de l'intérieur, d'un rapport sur les femmes et l'asile. Et au fil de l'année :

- 2 rapports ont été remis à Marlène SCHIAPPA, Secrétaire d'Etat chargée de l'égalité femmes-hommes : le 7 juillet sur la santé des femmes en situation de précarité, et le 27 juillet en vue de renforcer les mécanismes institutionnels vers davantage d'égalité.
- 3 travaux ont été publiés : sur la formation à l'égalité des personnels enseignant, sur la parité dans les instances politiques locales et enfin sur l'égalité femmes-hommes dans la politique de développement de la France.
- Et nous avons organisé en septembre dernier un colloque pour appeler la France à investir davantage dans les droits sexuels et reproductifs, ces droits fondamentaux pour l'autonomie des femmes, et donc pour l'égalité femmes-hommes.

Et pour préparer ces travaux, se sont tenues près de 40 réunions de commission et 5 Assemblées plénières.

Je ne compte pas les dizaines d'interventions, auprès de professionnel.le.s, de collectivités, de délégations étrangères et dans les médias.

Et beaucoup d'heures de travail de nos membres – dont je rappelle qu'elles et ils sont bénévoles – et beaucoup d'heures

de travail aussi du Secrétariat général du Haut Conseil. Je les en remercie vraiment.

Beaucoup de travail donc... et des résultats ! A l'image des 5 premières années du Haut Conseil. Dans le rapport de préfiguration qui m'avait été demandé et lors de l'installation du Haut Conseil en janvier 2013, j'avais souhaité – je cite « *« qu'il soit utile. Qu'il soit utile aux pouvoirs publics. Qu'il soit utile à la société civile. Parce qu'il sera capable d'être une institution de référence, tout à la fois visible, crédible et indépendante. »*

Et à ce titre, je souhaiterais revenir sur trois temps-forts, que je qualifierais de véritables avancées – pour cette dernière année.

La première que je retiendrai pour 2017, c'est l'annonce par Marlène SCHIAPPA, Secrétaire d'Etat chargée l'égalité entre les femmes et les hommes et Nicole BELLOUBET, ministre de la Justice et Garde des Sceaux, d'un projet de loi contre les violences sexistes et sexuelles, qui prévoit notamment :

- l'allongement des délais de prescription des violences sexuelles faites aux mineur.e.s ;
- la fixation d'un âge minimal en dessous duquel le viol est constitué de fait.

Ces deux éléments correspondent à des recommandations que nous avons formulées dans notre Avis pour une juste

condamnation sociétale et judiciaire du viol et autres agressions sexuelles, publié en octobre 2016.

Des propositions utiles qui débouchent sur des politiques publiques, c'est la mission même du Haut Conseil. En abordant les sujets de notre société d'aujourd'hui, en prise avec les acteurs et actrices de l'égalité, et en multipliant les partenariats pour être au plus près du terrain, c'est ainsi que les travaux du Haut Conseil visent juste et permettent des progrès réels vers l'égalité femmes-hommes.

Autre temps fort de cette dernière année dans lequel le Haut Conseil a pris toute sa part : la communication sans stéréotype, souvent réduite à la question de l'écriture dite « inclusive ». Qui aurait cru qu'en publiant, il y a deux ans, nos « 10 recommandations pour une communication sans stéréotypes de sexe », nous allions susciter autant d'adhésion... et de franches oppositions. Mais nous gagnons du terrain : quand hier, les partisans du *statu quo* se moquaient de l'usage du féminin pour les noms de métiers, eux-mêmes disent aujourd'hui « l'usage du féminin, d'accord... mais pas les points ! ». Alors, s'il ne nous reste plus qu'à convaincre sur les points, c'est que sur la route vers l'égalité, nous avançons bien.

La séquence que nous vivons me semble en tous cas très positive : à ce jour 59 organisations ont déjà signé la

convention d'engagement à une communication sans stéréotypes, et les sollicitations nous parviennent chaque jour.

Animer le débat public, être utile à la société civile, c'est aussi au cœur des missions du Haut Conseil, et je crois que cette mission, nous la remplissons.

Aujourd'hui, vous êtes très nombreuses et nombreux à nous dire que le Haut conseil est devenu d'une utilité indispensable. Je crois que cela a été bien compris puisque le Haut Conseil est désormais de rang législatif, depuis la loi relative à l'égalité et la citoyenneté, publiée il y a bientôt un an, le 27 janvier 2017.

- ***Perspectives : contexte***

L'année 2017 aura donc été pour le Haut Conseil à l'Égalité une année foisonnante. Jamais les travaux de notre instance n'auront fait l'objet d'autant d'échanges et de réactions. La preuve que notre voix compte. Mais aussi le signe que la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes s'intensifie et fait l'objet d'un intérêt croissant, de la part de femmes, d'hommes, de la part des médias, et qu'elle rencontre sur son chemin des oppositions qui ne sont pas seulement feutrées...

Mais des opposants revigorés par l'entrée en fonction il y a un an du Président TRUMP. J'ai pu observer lors de la Commission de la condition de la femme de l'ONU qui s'est réunie en mars dernier, puis lors de la Conférence internationale sur la population et le développement qui s'est réunie en avril, que la nouvelle orientation de l'administration américaine a visiblement conforté la pression d'Etats comme la Russie, le Vatican, le Brésil, les pays du Golfe et même certains voisins européens que nous connaissons bien, conduisant à des prises de position toujours plus crispées autour des Droits sexuels et reproductifs des femmes.

Dans son propre pays, Donald TRUMP aura réussi en un an à suspendre les financements américains aux ONG mondiales de santé et de planification familiale, à soutenir une proposition de loi qui vise à punir les médecins pratiquant des avortements au-delà de 20 semaines de grossesse (aujourd'hui la législation les autorise jusqu'à la viabilité du fœtus, estimée entre 24 à 28 semaines). Il a également- via sa secrétaire à l'Education Betsy DEVOS - abrogé une directive sur les enquêtes pour agressions sexuelles dans les campus américains, mise en place sous l'administration Obama.

Et même, vendredi dernier, il s'est dit « honoré et très fier d'être le premier président à être ici avec vous » à des représentant.e.s des mouvements anti-avortement qu'il

recevait à la Maison Blanche, à la veille de la seconde marche des femmes...

Et dans le même temps, les Etats-Unis auront été dans cette même année, le point de départ d'une vague mondiale et inédite de dénonciation de violences sexuelles ... De la part de millions de femmes, qui ont dit d'une voix commune « Me Too », « moi aussi j'ai été victime ». Des millions de témoignages ont inondé les réseaux sociaux, pour témoigner de situations vécues, devenues intolérables.

Pour quelles conséquences ? Quelques têtes sont tombées (peu en France, notons-le). Des odes à des agresseurs ont été annulées.

Du côté des pouvoirs publics, l'on nous dit qu'au mois d'octobre, les plaintes ont bondi de 30% dans les zones couvertes par la gendarmerie, de 23% dans celles de la police. C'est une bonne nouvelle.

Et pour la première fois, le 25 novembre dernier, le président de la République Emmanuel MACRON a reçu à l'Elysée les acteurs et actrices de la lutte contre les violences faites aux femmes, et prononcé un discours important, signe de son engagement, qui s'ajoute à celui de la secrétaire d'Etat, comme cela a été le cas pour les ministres précédentes. *[je salue à cette occasion Laurence ROSSIGNOL, qui nous fait le plaisir de sa présence]*

Cet engagement est d'autant plus important que j'observe qu'en France, l'on aime commenter ce mouvement... plutôt que de lui trouver des débouchés. Et quand nos voisines outre-Atlantique ont déjà levé plus de 14 millions de dollars pour accompagner les victimes dans leurs démarches judiciaires, ici l'on épilogue, l'on ergote, sur le vocabulaire, les excès fantasmés... au fond, sur le bien-fondé de la quête de justice de ces victimes.

- ***Perspectives : pour le HCE***

Le Haut Conseil a d'ores et déjà mis des dizaines de propositions dans le débat public pour renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes. Certaines ont été reprises. D'autres pourraient l'être. Et le Haut Conseil continuera de le faire. Trois travaux sur ce sujet seront rendus publics dans les prochaines semaines :

- l'un visant à mieux lutter contre les violences faites aux femmes en ligne – ce que l'on appelle communément le cyber harcèlement,
- l'autre visant à contribuer à la réflexion en cours sur la verbalisation du harcèlement de rue,
- et, un rapport sur les inégalités femmes-hommes dans les arts et la culture, secteur par lequel la vague est arrivée dans le sillon de l'affaire Weinstein.

Et de manière complémentaire, d'ici la fin du premier semestre, nous publierons un rapport sur les violences subies par les femmes dans le cadre de leur suivi gynécologique et obstétrical.

2 autres travaux structurant vont nous occuper ces prochains mois :

- la préparation du premier rapport sur l'état du sexisme en France, tel que le prévoit la loi égalité et citoyenneté, pour mieux lutter contre les racines de ces violences et des inégalités. A ce sujet d'ailleurs, un premier évènement se tient ce jeudi 25 janvier, dans le cadre du collectif Ensemble contre le sexisme - dont le Haut Conseil est membre aux côtés de 21 organisations -, instituant ainsi une première journée nationale contre le sexisme ;
- Et deuxième travail structurant : la poursuite de notre réflexion sur les enjeux financiers autour de l'égalité femmes-hommes. Car je voudrais rappeler ce que nous avons déjà dit à plusieurs reprises, et encore en juillet dernier dans notre rapport sur les mécanismes institutionnels des droits des femmes : il n'y aura pas d'égalité sans moyens humains, et sans moyens financiers. Et aujourd'hui, l'investissement public pour l'égalité n'est pas à l'échelle des défis, comme il ne l'a d'ailleurs jamais été.

Je tiens aussi à vous assurer que nous continuerons de tirer le fil de l'argent pour avancer vers l'égalité, puisque nous préparons actuellement un travail sur l'intégration de l'objectif d'égalité entre les femmes et les hommes dans le budget de l'Etat, ce que l'on appelle le « gender-budgeting ». Et ce travail sera enrichi d'une enquête menée auprès des collectivités locales, qui vise à connaître la part d'entre elles qui a présenté le rapport obligatoire, depuis la loi du 4 août 2014, portant sur la politique d'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire de la collectivité, et qui doit être présenté lors des débats d'orientation budgétaire préalables au vote des budgets.

Et enfin, nous apporterons notre contribution lors des débats portant sur les réformes annoncées, en formulant des propositions visant à ce que ces dernières contribuent à réduire les inégalités entre les femmes et les hommes, et en premier lieu, la réforme de l'asile, la révision constitutionnelle, et enfin la révision des lois de bioéthique.

- ***Meilleurs Voeux***

2018 s'annonce riche. C'est ce que je nous souhaite. Et je voudrais profiter de l'occasion pour vous présenter mes vœux les plus sincères de bonne et heureuse année pour chacune et chacun d'entre vous, pour celles et ceux qui vous sont

chers, pour les associations, institutions, entreprises et toutes les organisations pour lesquelles vous travaillez ou militez et qui font toute la force du mouvement pour les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes.

Je vous remercie.